



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Direction départementale des territoires et de la mer

Service territorial du grand amiénois

Bureau eau et risques

Amiens, le 05 avril 2018

Dossier suivi par : Sabine DESANLIS
Tel : 03 22 97 21 22 - Fax : 03 22 97 23 08
Courriel : sabine.desanlis@somme.gouv.fr

Lettre Recommandée avec accusé réception

Le Chef du service territorial du grand amiénois,

Monsieur,

Après instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L 214-1 à L 214-8 du code de l'environnement relatif à :

**la création d'une résidence de 65 logements collectifs et de 17 maisons
sur le territoire de la commune d'Amiens**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 14 mars 2018, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception du présent courrier.**

Toutefois, ceci ne préjuge pas des autorisations qui seraient nécessaires à d'autres titres.

Les périodes de réalisation des ouvrages de gestion des eaux pluviales (modèles joints) ou la date de réception des travaux devront être transmises au service en charge de la police de l'eau afin que mes services puissent constater leur réalisation à l'identique du dossier susmentionné.

Je vous informe également que, sous une période de trois ans, ces ouvrages feront l'objet d'un contrôle portant sur leur conformité et leur état d'entretien.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice objet de votre déclaration doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter du présent courrier, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

Monsieur Julien RIDON
SCCV Amiens Dupontreué
12-14 rue du Vieux Faubourg
59 000 Lille



Copies de la déclaration, du récépissé et de ce courrier sont adressées dès à présent à la mairie de la commune d'Amiens où cette opération doit être réalisée pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Sage Somme Aval pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Somme durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Philippe ROUSSEAU

